Le Grain de sable

N° 416 – Vendredi 11 avril 2003

Unité pour la paix

Dans ce numéro

1- « Unité pour la paix » : l'Assemblée générale des Nations Unies offre une chance décisive au mouvement mondial pour la paix (Par Jeremy Brecher)



Tandis que l'écrasante majorité des nations du monde entier et de leur population est opposée à l'attaque du gouvernement Bush sur l'Irak, la peur des représailles des Etats-Unis a incité à maintes reprises des membres de l'ONU à se retirer du mouvement de l'appel à l'« Unité pour la paix » auprès de l'Assemblée générale. Selon United Press International, un recensement officieux montre que le nombre d'Etats s'alignant sur les pays arabes est insuffisant pour porter la question devant l'Assemblée générale.

2- Unité pour la paix (Par Felix Kolb et Christoph Bautz)

Nous ne parviendrons cependant à la résolution « Uniting for peace » que si les mouvements pour la paix, en Allemagne et dans le monde entier, concentrent toutes leurs énergies sur cet objectif (. Le Mouvement des médecins pour la prévention des guerres nucléaires (IPPNW), Greenpeace International et le Mouvement international des femmes pour la paix ainsi que de nombreux Etats arabes ont déjà fait leur cet objectif.

3- L'Irak, c'est juste un tour de chauffe (Par Noam Chomsky)

La doctrine de guerre préventive a été explicitement exposée dans le rapport sur la stratégie nationale en matière de sécurité paru en septembre 2002. Ce rapport a fait frémir le monde entier, y compris l'establishment américain, au sein duquel l'opposition à la guerre est inhabituellement forte. Le rapport sur la stratégie nationale de sécurité indique clairement que les Etats-Unis vont dominer le monde par la force, le seul domaine où ils règnent en maître absolu.

4- Aznar, le prince de la paix (Par Alex Palomo)

Aznar, avec son soutien inconditionnel et enthousiaste à la politique belliciste de Washington, a réussi à faire revivre l'esprit du politicien du XVIIIe siècle. L'actuel chef du gouvernement atteint des cotes d'impopularité proches du mépris que réussit à inspirer parmi le peuple espagnol le "Prince de la paix". L'intransigeance du gouvernement du Parti Populaire et son fervent positionnement du côté de la théorie de la guerre préventive ont réussi à réveiller d'une longue léthargie la société espagnole, traditionnellement anesthésiée par le football et la presse du coeur. Le bellicisme affiché du gouvernement espagnol, à l'encontre de l'opinion publique, dans le conflit contre l'Irak a exaspéré les gens de la rue.



Vous avez-rendez-vous avec ATTAC

Liste des événements, réunions, rencontres, débats organisés par un ATTAC dans le monde.

Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« NO WAR » Par ATTAC ITALIA - http://www.attac.org/italia

« Unité pour la paix » : l'Assemblée générale des Nations Unies offre une chance décisive au mouvement mondial pour la paix

Par Jeremy Brecher, historien
Traduction. Sylvie Guillocheau. Coorditrad, traducteurs volontaires (*)

L'Assemblée générale des Nations Unies pourrait être sur le point de se réunir d'urgence afin de contester l'intervention en l'Irak. Mais les Etats-Unis font preuve d'une grande résistance. L' « autre superpuissance » (c'est-à-dire l'opinion publique mondiale s'exprimant au sein du mouvement pour la paix) pourrait renverser la vapeur en exigeant massivement une réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies pour mettre immédiatement fin à la guerre en Irak.

UN PEU D'HISTOIRE

Lorsque l'Egypte nationalisa le canal de Suez en 1956, la Grande-Bretagne, la France et Israël envahirent le pays et commencèrent à progresser sur le canal. Le président Eisenhower exigea la fin de l'invasion. Des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies appelèrent au cessez-le-feu, mais la Grande-Bretagne et la France opposèrent leur veto. Les Etats-Unis s'adressèrent donc à l'Assemblée générale et lui soumirent une résolution demandant le cessez-le-feu et le retrait des troupes. L'Assemblére générale adopta la résolution au cours d'une réunion d'urgence. En

l'espace d'une semaine, les troupes britanniques et françaises avaient quitté l'Egypte.

L'appel fut lancé à l'Assemblée générale selon la procédure dite d'« Unité pour la paix ». Celle-ci fut adoptée par le Conseil de sécurité afin que, même s'il se trouvait neutralisé par un ou plusieurs veto, l'ONU puisse tout de même agir. La Résolution 377 stipule qu'en cas de menace sur la paix, d'attentat à l'ordre public ou d'agression et si les membres permanents du Conseil de sécurité ne parviennent pas à s'entendre sur les mesures à prendre, l'Assembée générale peut se réunir immédiatement et proposer des mesures collectives aux membres de l'ONU afin de maintenir ou de restaurer la paix et la sécurité internationales. Le mécanisme d'« Unité pour la paix » a été utilisé dix fois, la plupart du temps à l'initiative des Etats-Unis.

LA SITUATION ACTUELLE

Lors d'une réunion qui s'est tenue le 24 mars dernier, les ministres des Affaires étrangères des pays arabes ont condamné l'invasion de l'Irak et appelé les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à retirer immédiatement leurs troupes sans condition. L'ambassadeur de la Ligue arabe aux Nations Unies a déclaré : « Nous allons demander l'arrêt de l'invasion, le retrait des forces armées étrangères et la protection de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance iraquiennes ». La Ligue a demandé à ses représentants à l'ONU de s'adresser tout d'abord au Conseil de sécurité puis, en cas de refus, à l'Assemblée générale.

Elle a finalement demandé à ce que la question soit débattue par le Conseil de sécurité et sa requête a été acceptée. Mais il fut décidé de ne pas soumettre de résolution contre la guerre car elle aurait très certainement été repoussée par un veto des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne et l'échec d'une telle résolution aurait pu être utilisé pour légitimer la guerre.

Après maintes hésitations, une coalition de pays arabes, islamiques et en développement décida de demander une réunion exceptionnelle de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'Irak. L'Organisation de la Conférence islamique (OCI) a déclaré le 31 mars qu'elle était prête à porter la question de la guerre en Irak devant l'Assemblée générale. Elle regroupe cinquante-sept pays membres de l'ONU et a indiqué qu'elle prendrait les mesures nécessaires pour cette réunion avant le 9 avril. Il est prévu que la réunion exceptionnelle de l'Assembée générale soit officiellement demandée par l'ambassadeur malais Rastam Mohd Isa, qui dirige un mouvement de 115 pays en développement non alignés au sein des Nations Unies. L'ambassadeur prévoit de demander la réunion exceptionnelle dans une lettre adressée au président par intérim de l'Assemblée générale.

OPPOSITION DES ETATS-UNIS

Dans le même temps, les Etats-Unis ont vivement incité les Etats du monde entier ces deux dernières semaines à les aider à s'opposer à la réunion exceptionnelle de l'Assemblée générale sur l'Irak. « Nous ne pensons pas qu'une réunion de l'Assemblée générale soit nécessaire, a affirmé un représentant du gouvernement. Ce type de rencontre ne ferait que diviser les membres de l'ONU ».

Greenpeace a publié une communication des Etats-Unis aux délégués auprès des Nations Unis du monde entier, que lui a confié l'un de ce délégués, exaspéré. Elle déclare : « Face à l'ambiance extrêmement tendue, les Etats-Unis considéreraient une réunion de l'Assemblée générale sur l'Irak comme inutile et dirigée contre les Etats-Unis. Sachez que cette question et que votre position à son sujet sont importantes pour les Etats-Unis. » Elle prévient (menace ?) en outre : « L'organisation d'une réunion entraînant la discorde ne pourrait que nuire encore davantage aux Nations Unies. »

NE PAS CEDER

Tandis que l'écrasante majorité des nations du monde entier et de leur population est opposée à l'attaque du gouvernement Bush sur l'Irak, la peur des représailles des Etats-Unis a incité à maintes reprises des membres de l'ONU à se retirer du mouvement de l'appel à l'« Unité pour la paix » auprès de l'Assemblée générale. Selon United Press International, un recensement officieux montre que le nombre d'Etats s'alignant sur les pays arabes est insuffisant pour porter la question devant l'Assemblée générale.

Divers blocs des Nations Unies discutent actuellement d'une formulation sur laquelle ils pourraient s'entendre. Un communiqué de l'OCI a appelé au cessez-le-feu immédiat, au retrait d'Irak des troupes étrangères et au respect de la souveraineté et de l'indépendance politique de l'Irak et des pays voisins. L'Organisation envisage cependant de soumettre à l'Assemblée générale une résolution moins radicale, exprimant son regret du recours à la force contre l'Irak, afin d'obtenir le soutien d'autres pays, notamment en Europe. Ce processus pourrait se prolonger indéfiniment.

DE L'IMPORTANCE DE L'UNITE POUR LA PAIX

Une résolution de l'Assemblée générale ne suffit pour arrêter la guerre. Ses décisions ne sont pas nécessairement contraignantes du point de vue juridique. Le gouvernement Bush a en outre déjà fait preuve de sa volonté de défier les Nations Unies et le droit international. Une telle résolution n'en demeurerait pas moins un coup terrible porté au gouvernement Bush, ainsi que le montre sa campagne pour empêcher la réunion de l'Assemblée générale.

Une résolution du type Unité pour la paix augmentera aux Etats-Unis, parmi la population et les élites, la crainte de l'isolement par rapport au reste du monde.

Cette crainte jouera un rôle important car elle mobilisera non seulement contre la guerre en Irak, mais également, d'une manière plus générale, contre la politique de guerre préventive et de domination internationale menée par le gouvernement Bush.

Cette résolution légitimera en outre encore davantage toutes les actions du mouvement mondial pour la paix. Dans chaque pays, toutes ces actions ne représenteront plus uniquement l'expression d'une opinion, mais également les efforts pour mettre en œuvre la décision de l'autorité suprême internationale.

Enfin, cette résolution jettera les bases de l'action future de l'ONU, tant vis-à-vis de l'Irak que, plus généralement, pour contourner le veto des Etats-Unis. Elle peut par conséquent constituer le point de départ pour que les Nations Unies retrouvent leur statut de porte-parole du monde.

DE L'IMPORTANCE D'UNE CAMPAGNE EN FAVEUR DE L'UNITE POUR LA PAIX

La campagne mondiale en faveur de l'Unité pour la paix offre au mouvement international pour la paix (l'« autre superpuissance ») une chance unique. Elle fournit en effet un point de rassemblement formidable pour la lutte dans la rue et sur la scène politique. Elle permettra au mouvement de peser au niveau mondial.

Dans tous les pays où la majorité de la population est opposée à la guerre (probablement la totalité des pays du monde à part les Etats-Unis et Israël), le mouvement pour la paix peut exiger des gouvernements qu'ils refusent le diktat des Etats-Unis et soutiennent l'Unité pour la paix.

Dans la rue, l'Unité pour la paix peut devenir le mot d'ordre central des prochaines manifestations mondiales contre la guerre. Ce principe a été adopté par de nombreuses organisations, comme CND (la campagne pour le désarmement nucléaire) en Grande-Bretagne et Greenpeace, mais il ne semble pas encore avoir fait réellement son apparition dans l'ordre du jour ni sur les banderoles des grandes manifestations pour la paix à travers le monde. Un exemple à suivre : récemment, les participants d'une manifestation à Santiago du Chili ont exigé du président qu'il soutienne un appel pour que l'Assemblée générale des Nations Unies organise une réunion exceptionnelle pour « prendre des sanctions morales contre Bush ».

Au niveau politique, les parlements peuvent exiger de leurs gouvernements qu'ils soutiennent l'Unité pour la paix. En Russie, la Douma a récemment adopté une résolution appelant à l'intervention de l'Assemblée générale en Irak. En Thaïlande, la Commission permanente du Sénat pour les Affaires étrangères a fait de même. Les partis politiques offrent une autre possibilité. En République tchèque, où le gouvernement a longuement hésité sur la position à adopter à propos de l'intervention en Irak, le parti social-démocrate au pouvoir vient de voter pour condamner la guerre quasiment à l'unanimité (la motion était soutenue par Jan Kavan, l'ambassadeur tchèque aux Nations Unies, qui est également le président actuel de l'Assemblée générale).

Aux Etats-Unis, le mouvement pour la paix peut rendre public et attaquer le sabotage de l'ONU par le gouvernement Bush et ses efforts illégitimes, amplement contestés et contre-productifs pour interférer dans les décisions politiques des autres pays à travers le monde.

C'est également l'occasion pour les groupes religieux, les salariés et les autres organisations de la société civile de se faire entendre. C'est ainsi qu'un groupe d'associations catholiques italiennes a présenté un pétition au gouvernement italien, exigeant « le recours à l'Assemblée générale pour bloquer, en vertu de la Résolution 337 (Unité pour la paix), toute action non conforme à la Charte des Nations Unies pour ramener la paix ». Il a appelé à « un cessez-le-feu mettant fin au massacre inutile en Irak ». Un groupe d'organisations internationales de femmes a appelé à une réunion d'urgence de l'Assemblée générale, soulignant que « la volonté de nombreux pays membres de l'ONU de s'opposer fermement aux Etats-Unis, renforcée par l'appel en faveur de l'Unité pour la paix, apporte l'espoir du renouveau du système international ».

Une pétition de Greenpeace sur Internet (www.greenpeace.org) appelant à une réunion de l'Assemblée générale a déjà reçu 60 000 signatures à travers le monde. Une pétition au niveau européen a également été lancée sur www.ufp.ht.st

Contact pour cet article : jbrecher@igc.org

Unité pour la paix

Par Felix Kolb et Christoph Bautz
Traduction. Michèle Mialane. Coorditrad, traducteurs volontaires (*)

Dans le monde entier, le mouvement pour la paix doit se mobiliser pour la résolution "Uniting for peace" de l'ONU votée en Assemblée plénière. Seule cette résolution peut encore arrêter la guerre.

Le 20 mars 2003 fera date dans l'histoire. Car ce jour-là, pour la première fois, les USA ont commencé à imposer leur volonté impériale de contrôle sur la totalité du Proche-Orient au moyen d'une attaque préventive, violant le droit international. L'horreur et l'immense indignation suscitées par l'invasion anglo-américaine en Irak ont engendré chaque jour des centaines de milliers de manifestations d'opposition à la guerre- à Damas, Amman, Berlin, Paris et Mexico mais aussi à Londres, Sydney, New-York, San Francisco et Washington.

Alors que personne ne s'étonne de voir la rue arabe donner libre cours à sa rage impuissante, la poursuite, voire l'intensification des protestations aux USA a surpris les commentateurs. Tous s'attendaient à ce que la longue série de manifestations et actions diverses prenne rapidement fin dès le début de la guerre. Dans le passé, même les opposants s'étaient toujours rangés derrière le président en cas de guerre. Qu' il n'en soit pas ainsi cette fois-ci est l'un des nombreux indices qui tendent à prouver que le mouvement pour la paix , d'une ampleur sans précédent, n'est pas aussi inefficace et, surtout, aussi dépourvu de conséquences que beaucoup le pensaient jusqu'à présent.

C'est vrai, nous n'avons pas pu empêcher cette guerre. Si l'on confronte l'objectif du mouvement à la réalité, il semblerait bien que la mobilisation se solde par un constat d'échec. Mais bien qu'elle semble évidente au premier coup d'œil, cette conclusion est fausse. Au contraire, pour comprendre l'influence qu'a exercée le Mouvement pour la paix, il faut se demander comment aurait évolué le conflit irakien sans les actions menées par ce mouvement. Or, sans elles, Bush n'aurait vraisemblablement pas sollicité de mandat de l'ONU, ni permis le retour en Irak des inspecteurs en désarmement.

L' espoir d'acheter une résolution de l'Onu autorisant l'invasion de l'Irak a été déçu, car le refus de cette guerre, tel qu'il s'est exprimé dans le monde entier, principalement lors des manifestations du 15 février, a empêché de trouver une majorité qualifiée au Conseil de sécurité lors du vote nécessaire dans ce cas. Sans le poids des mouvements pacifistes, en particulier français et allemand, Schröder et Chirac auraient sans doute cédé et la guerre se déroulerait aujourd'hui avec un mandat extorqué à l'ONU par les Etats-Unis.

Mais il ne faut pas sous-estimer non plus les implications à long terme des protestations : le mouvement mondial en faveur de la paix contribue à placer la barre beaucoup plus haut en cas d'interventions militaires dans l'avenir. Cela contrarie les plans des faucons néo-conservateurs de la Maison Blanche.

Nous en sommes au début du scénario "worst-case" (du pire), celui contre lequel le Mouvement pour la paix a toujours mis en garde. Bien des signes montrent que les combats vont se prolonger pendant des semaines ou même des mois. Dans ce cas, le nombre actuel de tués et blessés ne serait que l'avant-goût d'une tragédie humaine beaucoup plus grande. C'est pourquoi s'il est souhaitable de poursuivre sans faiblir les actions de protestation, il faut y ajouter d'autres ancrages politiques qui vont au delà du simple "non à la guerre". Même si pour certains cela peut paraître de l'ordre de l'utopie, nous croyons qu'il y a encore une chance de stopper cette guerre.

La clé de ce projet, c'est une résolution de l'assemblée générale des Nations Unies que rappelait récemment le correspondant du TAZ , Andreas Zumach (TAZ du 12.3.2003 , page 3): Cette résolution connue sous le nom de "Uniting for peace" fut adoptée en 1950 sur l'instance des USA pour contourner un veto de l'URSS au Conseil de sécurité lors du conflit coréen. La résolution 377 des Nations Unies autorise l'Assemblée générale à faire, collectivement, des recommandations au cas où le Conseil de Sécurité - du fait de désaccords entre les puissances jouissant du droit de veto - , manque à son devoir premier qui est de garantir la paix et la sécurité dans le monde.

En outre, la résolution précise que l'ONU peut exiger un cessez-le-feu immédiat et le retrait des troupes même lorsque le conflit est déjà enclenché militairement. En 1965 la France, la Grande-Bretagne et Israël envahirent l'Egypte, parce que celle-ci avait nationalisé le canal de Suez. Un projet de résolution états-unien condamnant cette invasion fut bloqué au Conseil de sécurité par la France et la Grande-Bretagne. Par conséquent, les USA adressèrent une autre résolution à l'Assemblée générale, que celle-ci approuva. Une semaine plus tard, les troupes françaises et britanniques avaient évacué l'Egypte.

Quelles sont les chances de succès d'une résolution qui exigerait l'arrêt immédiat des opérations militaires et le retrait des troupes états-uniennes et britanniques de l'Irak? Certes, jusqu'à présent aucune coalition internationale digne de ce nom ne s'est constituée parmi les Etats qui seraient prêts à déposer une telle résolution à l'Assemblée générale, mais potentiellement elle existe. Ainsi que l'a établi l'Institut d'Etudes politiques de Washington (IPS), la "Coalition of the willing" ne comprend que 46 des 191 Etats-membres des Nations Unies. Sans compter que même dans ces 46 Etats, l'opinion publique est largement opposée à la guerre.

Les USA redoutent beaucoup une telle résolution de l'Assemblée générale : les lourdes menaces qu'ils ont déjà proférées en coulisses à l'encontre des pays dont ils soupçonnent qu'il l'appuieraient en sont la preuve. Et même si cette résolution - si réellement on en arrivait là - manquait son but, elle n'aurait pas été inutile. Elle accroîtrait considérablement le prix politique à payer pour cette guerre et , unie aux protestations du mouvement pour la paix, contribuerait à éviter que la doctrine de "guerre préventive"ne s'étende à d'autres "Etats voyous".

Nous ne parviendrons cependant à la résolution « Uniting for peace » que si les mouvements pour la paix, en Allemagne et dans le monde entier, concentrent toutes leurs énergies sur cet objectif (. Le Mouvement des médecins pour la prévention des guerres nucléaires (IPPNW), Greenpeace International et le Mouvement international des femmes pour la paix ainsi que de nombreux Etats arabes ont déjà fait leur cet objectif.

En outre, en concentrant ses efforts sur cet objectif, le mouvement pour la paix en Allemagne mettrait à l'épreuve la coalition rouge-verte du gouvernement. Il exigerait d'elle qu'elle dépose à l'assemblée générale de l'ONU une résolution adéquate – si possible en commun avec d'autres Etats – et, par un forcing diplomatique, convainque autant de gouvernements que possible d'en adopter le principe. Si le gouvernement fédéral se montrait aussi entêté dans son opposition à ce projet qu'il l'a été lors de la discussion sur l'engagement des Awacs et le droit de survol de notre espace aérien, le délai de grâce que syndicats, Eglises et associations accordent à Schröder et Fisher serait définitivement révolu.

Contact pour cet article. f.kolb@attac.org

L'Irak, c'est juste un tour de chauffe

Par Noam Chomsky
Traduction. Laurent Vannini et Christine Pagnoulle. Coorditrad, traducteurs volontaires (*)

Interview de Noam Chomsky par V. K. Ramachandran
Frontline India (Interview réalisée le 21 mars 2003)

IRAK

Noam Chomsky, professeur au Massachusetts Institute of Technology, fondateur de la linguistique moderne et figure de proue de l'engagement politique, est une « locomotive » du militantisme anti-impérialiste aux Etats-Unis. Le 21 mars 2003 est une journée typiquement 'chomskienne', combinant une intense activité politique et recherches scientifiques. Pourtant Chomsky, depuis son bureau, accorde un entretien d'une demi heure à V. K. Ramachandran sur le déclenchement des hostilités en Irak.

VK Ramachandran : Est-ce que l'agression contre l'Irak est le prolongement de la politique internationale pratiquée par les Etats Unis ces dernières années ou correspond-elle un nouveau stade qualitatif ?

Noam Chomsky : Il s'agit bien d'une nouvelle phase. Pas sans précèdent, mais incontestablement une nouvelle étape.

Il faut être bien conscient qu'il ne s'agit encore que d'un « tour de chauffe ». L'Irak est perçu comme une cible facile et totalement sans défense. On suppose, sans doute à juste titre, que la société irakienne va s'effondrer, que les troupes américaines vont investir le pays et que les Etats Unis vont prendre le contrôle et établir des bases militaires et le régime de leur choix. Ils pourront ensuite passer aux pays suivants, qui posent plus de difficultés. Les prochains sur la liste pouvant être la région des Andes, ou l'Iran, ou d'autres encore.

Ce tour de chauffe est effectué dans le but d'expérimenter puis d'instaurer ce que les Etats-Unis appellent une « nouvelle norme » dans les relations internationales : celle de la « guerre préventive » (Vous remarquerez que les nouvelles normes sont instaurées uniquement par les Etats-Unis). Ainsi, par exemple, lorsque l'Inde a envahi l'est du Pakistan pour mettre un terme à d'épouvantables massacres, elle n'a pas institué une nouvelle norme de l'intervention humanitaire, parce qu'elle a le tort de ne pas être du côté du bien, et qu'en outre, les Etats-Unis s'étaient vigoureusement opposés à cette action.

La guerre en Irak n'est pas une guerre de défense anticipée ('pre-emptive') et la différence est considérable. Une telle guerre a un sens ; pour l'illustrer, si des avions survolent l'Atlantique avec comme objectif de bombarder les Etats-Unis, ces derniers ont le droit de les abattre avant même qu'ils ne larguent leurs bombes et sont autorisés à riposter contre les bases aériennes d'où proviennent ces bombardiers. La guerre préemptive est une réponse à une attaque imminente ou en cours.

La doctrine de guerre préventive est totalement différente ; elle sous-entend que les Etats-Unis et eux seuls ont le droit d'attaquer n'importe quel pays qu'ils estiment potentiellement dangereux pour eux.

Si les Etats-Unis déclarent, pour quelque raison que ce soit, que quelque pays que ce soit peut, à un moment donné, constituer une menace, alors ils sont en droit de l'attaquer.

La doctrine de guerre préventive a été explicitement exposée dans le rapport sur la stratégie nationale en matière de sécurité paru en septembre 2002. Ce rapport a fait frémir le monde entier, y compris l'establishment américain, au sein duquel l'opposition à la guerre est inhabituellement forte.

Le rapport sur la stratégie nationale de sécurité indique clairement que les Etats-Unis vont dominer le monde par la force, le seul domaine où ils règnent en maître absolu. En outre, cette domination s'exercera pour une durée illimitée, car à l'émergence d'une potentielle menace sur cette position dominante des Etats-Unis, ils l'élimineront avant même qu'elle ne devienne réelle.

La guerre en Irak est la première mise en application de cette doctrine. Si elle est menée à bien suivant les termes de la nouvelle norme, ce qui sera probablement le cas vu le peu de moyens dont dispose pour se défendre la cible visée, alors les juristes internationaux et les intellectuels occidentaux, entre autres, vont commencer à parler d'une nouvelle norme dans les affaires internationales. Il est primordial pour un pays qui souhaite dominer le monde par la force dans un avenir prévisible d'ériger une telle norme.

Cela n'est pas sans précédent mais reste extrêmement rare. Je mentionnerai juste l'un de ces précédents, pour montrer à quel point le spectre est étroit. En 1963, Dean Acheson, qui était un homme d'état chevronné très respecté ainsi qu'un vétéran parmi les conseillers

de l'administration Kennedy, a fait une allocution importante devant l'Americana Society of International Law, dans laquelle il justifiait l'attaque des Etats-Unis contre Cuba. Le raid opéré par le gouvernement de l'époque sur Cuba rentrait dans le champ du terrorisme international à grande échelle et de la guerre économique. Le moment choisi était judicieux – juste après la crise des missiles, alors que le monde avait frôlé une guerre nucléaire terminale. Dans son discours, Acheson affirmait plus ou moins en ces termes qu' «aucune question de légalité ne se pose lorsque les Etats-Unis répondent aux contestations de leurs orientations, leur prestige ou leur autorité ».

C'est également l'un des principes de la doctrine Bush. Bien qu' Acheson ait été un homme politique important, sa prise de position n'avait pas été la politique officielle du gouvernement dans la période d'après guerre. Elle l'est devenue, et la guerre en Irak en est la première illustration. Cette dernière a comme objectif de fournir un précédent. De telles « normes » sont établies quand une puissance occidentale passe à l'action, pas quand d'autres agissent. Attitude inhérente au racisme ancré dans la culture occidentale, prenant ses racines si profondément dans des siècles d'impérialisme qu'il en est inconscient.

Aussi je pense que cette guerre est une nouvelle phase importante de la politique internationale, et c'était d'ailleurs un de ses objectifs.

VK Ramachandran : Est-ce également une nouvelle phase dans le sens ou les Etats-Unis n'ont pas réussi à convaincre d'autres pays d'y prendre part ?

Noam Chomsky : Ca n'est pas nouveau. Lors de la guerre du Vietnam, par exemple, les Etats-Unis n'avaient même pas essayé d'obtenir un soutien international. Néanmoins, vous avez raison dans ce cas précis, où il est inhabituel de voir le monde ne pas céder à la pression exercée par les Etats-Unis qui pour des raisons politiques étaient obligés de forcer les autres pays à accepter ses conditions. Habituellement, le monde se soumet.

VK Ramachandran : S'agit-il alors d'un « échec diplomatique » ou d'une redéfinition même de la diplomatie ?

Noam Chomsky : Je ne parlerais même pas de diplomatie. C'est un échec de la coercition. Vous pouvez le comparer avec la première guerre du Golfe. Lors de cette guerre, Les Etats-Unis ont contraint le Conseil de Sécurité à adopter leurs orientations, bien qu'une grande partie du monde s'y soit opposée. L'OTAN a suivi les Etats-Unis, et le seul pays du Conseil de Sécurité qui ait refusé de se soumettre – le Yémen – a été immédiatement et lourdement sanctionné.

Dans tout système légal pris au sérieux, les jugements sous la contrainte n' ont pas de valeur, mais dans les affaires internationales gérées par le dominant, ces jugements sont valables – c'est ce qu'on appelle la diplomatie.

Ce qui est remarquable dans la guerre en cours, c'est le refus d'obéir à la contrainte. Certains pays – la plupart d'entre eux en fait – ont fermement défendu la position exprimée par la majorité de leur population.

Le cas le plus remarquable est celui de la Turquie. La Turquie est un pays exposé aux punitions et récompenses délivrées par les Etats Unis. Cependant, le nouveau gouvernement, et ce je pense à la surprise générale, a suivi l'opinion de 90% de sa population. La Turquie est sévèrement condamnée pour cette raison, tout comme la France et l' Allemagne sont sévèrement critiquées parce qu'elles ont adopté la position d'une majorité écrasante de leurs populations. Les pays couverts d'éloges aux Etats-Unis, comme l'Espagne et l'Italie, sont ceux dont les présidents ont accepté de suivre les ordres de Washington bien que 90% de leur population soit opposée à la guerre.

Ceci aussi, c'est nouveau. Je ne me souviens pas d'une autre situation où la haine et le mépris pour la démocratie aient été aussi ouvertement proclamés, pas seulement par le gouvernement, mais également par des commentateurs libéraux par exemple. Il existe maintenant une pléiade d'ouvrages tentant d'expliquer pourquoi la France, l'Allemagne, la soi-disant « vieille Europe », la Turquie et ceux qui refusent de céder aux pressions américaines tentent de déstabiliser les Etats-Unis. Ces donneurs de leçon ne peuvent concevoir que ces pays agissent de la sorte parce qu'ils croient en une démocratie où les gouvernements doivent écouter leur population lorsqu'une large majorité exprime une opinion.

C'est du mépris réel pour la démocratie, comme ce qui est arrivé aux Nations Unies est une marque de mépris total du système international. Il y a même aujourd'hui des appels lancés – entre autres par le Wall Street Journal et des membres du gouvernement – pour dissoudre les Nations Unies.

La peur des Etats-Unis de par le Monde est extraordinaire. Elle est tellement profonde qu'elle fait maintenant l'objet de débats dans les Médias traditionnels. Newsweek consacre la première de couverture de son prochain numéro à la question « Pourquoi le monde a-t-il tellement peur des Etats-Unis ?» . Il y a quelques semaines de cela, le Washington Post traitait du même thème en couverture.

Bien entendu, c'est le monde qui est en tort, et certes il y a des choses qui ne vont pas dans le monde et qu'il nous faut identifier.

VK Ramachandran : L'idée selon laquelle l'Irak représente un quelconque danger réel et effectif aujourd'hui, est évidemment sans aucun fondement.

Noam Chomsky : Personne n'accorde la moindre attention à cette accusation, sauf la population des Etats-Unis, ce qui est évidemment intéressant.

Au cours des derniers mois, et cela est très visible dans les sondages, la propagande médiatique et gouvernementale a été extraordinairement efficace. Les sondages d'opinion internationaux montrent que le soutien à la guerre était plus élevé aux Etats-Unis que dans d'autres pays. Un résultat trompeur cependant car en y regardant de plus près on s'aperçoit que les Etats-Unis se démarquaient du reste du monde sur un autre sujet. Depuis septembre 2002, les Etats-Unis sont le seul pays du monde où 60% de la population croit que l'Irak est une menace imminente – croyance que ne partagent pas d'autres populations même au Koweït ou en Iran. En outre, environ 50% de la population des Etats-Unis est persuadé aujourd'hui que l'Irak est responsable de l'attaque sur les tours du World Trade Center. Cette croyance est née en septembre 2002. Après l'attaque du 11 septembre 2001, seulement 3 % de la population croyait en une responsabilité de l'Irak dans les attentats. La propagande de l'alliance médias – gouvernement a réussi à amener ce chiffre à 50%.
Car si les gens sont sincèrement convaincus que l'Irak a mené des opérations terroristes contre les Etas Unis et prévoit de recommencer, bien évidemment, ils soutiendront la guerre.

Cette croyance est donc apparue en septembre 2002, lorsque la campagne médias - gouvernement ainsi que la campagne pour les élections de mi-mandat ont démarré aux Etats-Unis. L'administration Bush aurait été battue à plates coutures aux élections si les problèmes économiques et sociaux avaient été portés sur le devant de la scène, mais elle a réussi à occulter ces questions derrière des problèmes de sécurité – et les gens se sont réfugiés sous l'ombrelle du pouvoir.

Le pays a été gouverné exactement de la même manière dans les années 80. Rappelez-vous que les membres de l'administration actuelles sont quasiment les mêmes que ceux des administrations Reagan et Bush père. En plein milieu des années 80, ils ont mené des politiques intérieures aux conséquences catastrophiques pour la population. Politiques auxquelles celle-ci était d'ailleurs opposée, comme l'ont montré de nombreux sondages d'opinion,

Mais l'administration de l'époque a réussi à garder le contrôle en terrorisant la population. Ainsi, l'armée du Nicaragua était-elle à deux jours de marche du Texas, prête à conquérir les Etats-Unis, et la base aérienne située à Grenade allait servir aux Russes d'aire de décollage russe pour bombarder les Etats-Unis. Chaque année, le même déluge de raisons toutes plus absurdes l'une que l' autre. L'administration Reagan avait même instauré l'état d'urgence national en 1985 en réponse à la menace pour la sécurité des Etats-Unis que représentait le gouvernement du Nicaragua.

Un observateur depuis la planète Mars ne saurait s'il faut en rire ou en pleurer.

L'administration Bush fait exactement la même chose aujourd'hui, et va probablement opérer de façon similaire pour les campagnes présidentielles. Elle aura besoin d'un nouveau dragon à terrasser, car si elle laisse les questions de politique intérieure émerger, elle court à sa perte.

VK Ramachandran : Vous avez écrit que cette agression guerrière aura de graves répercussions sur le terrorisme international et la menace de guerre nucléaire.

Noam Chomsky : Je ne revendique pas la paternité de cette idée. Je m'en réfère simplement à la CIA, aux autres agences de services secrets et à pratiquement tous les spécialistes en matière de relations internationales et de terrorisme. L'administration des Affaires Etrangères, celle de la politique extérieure, l'étude menée par l'American Academy of Arts and sciences et la Commission spéciale d'enquête Hart-Rudman sur les menaces terroristes pesant sur les Etats-Unis, tous s'accordent pour dire que cette guerre en Irak va vraisemblablement renforcer le terrorisme et la prolifération d'armes de destruction massive.

La raison en est simple : En partie pour se venger, mais aussi simplement pour se protéger.
Il n'existe aucun autre moyen d'autodéfense contre une attaque des Etats-Unis. Finalement, les Etats-Unis ont été très clairs sur ce point et donnent au monde une leçon profondément ignoble. Comparez la Corée du Nord avec l'Irak. L'irak. est un pays faible et sans défense; c'est en réalité le régime le plus fragile de la région. Même si à sa tête règne un monstre cruel, l'Irak ne représente une menace pour aucun autre pays. Par contre, la Corée du Nord est une menace réelle.

Mais la Corée du Nord n'est pas attaquée pour une raison évidente : elle possède des armes de dissuasion nucléaire. Une batterie de missiles sont pointés sur Séoul, et si les Etats-Unis attaquent la Corée du Nord, cette dernière peut rayer de la carte une grande partie de la Corée du Sud.

En fait, les Etats-Unis s'adressent de la manière suivante aux autres pays du monde : « Si vous êtes sans défense, nous vous attaquerons quand nous le déciderons, mais si vous avez des armes de dissuasion, nous nous retirerons, parce que nous ne choisissons que des cibles sans défense. » En d'autres termes, les Etats-Unis incitent les autres pays à développer leur réseau terroriste et des armes de destruction massive ou toute autre arme de dissuasion, faute de quoi ces derniers pourraient s'exposer à une « guerre préventive »
Pour cette seule raison, la guerre en Irak est susceptible d'accentuer la prolifération non seulement du terrorisme mais également des armes de destruction massive.

VK Ramachandran : Selon vous, comment les Etats-Unis vont-ils gérer les conséquences humaines – et humanitaires - de la guerre ?

Noam Chomsky : Personne ne le sait, bien évidemment. C'est pourquoi les honnêtes gens n'ont pas recours à la violence – simplement parce que personne ne sait qu'elles seront les conséquences d'une guerre. Les organisations humanitaires et médicales qui travaillent en Irak ont souligné que les répercussions peuvent être désastreuses. Tout le monde espère que ce ne sera pas le cas, mais le conflit pourrait avoir une grave incidence sur des millions de personnes. Utiliser la violence, même quand la possibilité existe, est un acte criminel. La catastrophe humanitaire était déjà une réalité avant que la guerre ne soit déclenchée. Selon de prudentes estimations, dix années de sanctions économiques ont tué des centaines de milliers de personnes. S'il y avait la moindre trace d'honnêteté dans l'administration américaine, elle commencerait par dédommager l'Irak du tort que ces sanctions ont causé. La situation était identique lors des bombardements sur l'Afghanistan, dont nous avons tous deux parlé à l'époque. Il était évident alors que les Etats-Unis n'enquêteraient pas sur les conséquences de ces bombardements.

VK Ramachandran : et n'engageraient aucun moyen financier nécessaire aux réparations.

Noam Chomsky : Oh non. D'abord, la question n'est pas posée, et personne n'a la moindre idée de ce qu'ont été les dégâts provoqués par les bombardements dans une grande partie du pays. Ensuite, aucune subvention n'est dégagée. Finalement, l'évènement n'est plus d'actualité et plus personne n'y prête attention.
En Irak, Les Etats-Unis vont mettre en scène le spectacle de la reconstruction humanitaire et mettre en place un régime qu'ils qualifieront de démocratique, c'est à dire qu' il obéira aux ordres de Washington. Puis ils se moqueront de ce qui peut se passer ensuite, et passeront au pays suivant.

VK Ramachandran : De quelle manière cette fois encore les médias ont-ils endossé leur uniforme de petit soldat de la propagande ?

Noam Chomsky : En réalité les médias mènent la danse des supporters autour de l'équipe nationale. Ce que fait CNN est répugnant – et le constat est identique dans tous les autres médias. C'est prévisible en temps de guerre : ils sont aux ordres du pouvoir.

L'organisation du battage publicitaire dont a bénéficié la guerre est aussi fort intéressante. Que la propagande gouvernement – médias ait réussi à convaincre la population que l'Irak est non seulement un danger imminent mais également responsable des attentats du 11 septembre est une prouesse spectaculaire, accomplie, comme je l'ai indiqué auparavant, en quatre mois. Si vous interrogez des médias à ce sujet, ils répondront «Mais enfin, nous n'avons jamais dit cela » et c'est vrai, ils ne l'ont jamais dit. L'affirmation selon laquelle l'Irak allait envahir les Etats-Unis ou portait la responsabilité des attaques du 11 septembre n' a jamais été lancée. Elle a simplement été instillée, au goutte à goutte, dans l'esprit du public qui a fini par y croire.

VK Ramachandran : Pourtant, l'opposition est forte. Malgré toute la propagande, malgré le dénigrement des Nations Unies, la partie est loin d'être gagnée pour le gouvernement des Etats-Unis.

Noam Chomsky : Difficile à dire. L'ONU est dans une position délicate et les Etats-Unis voudront peut-être la démanteler. Je ne pense qu'ils iront jusque là, mais ils voudront pour le moins l'affaiblir. Quelle utilité peut elle avoir si elle désobéit aux ordres de Washington ?

VK Ramachandran : Noam, vous observez les mouvements de résistance à l'impérialisme depuis longtemps déjà - Vietnam, Amérique Centrale, la première Guerre du golfe. Quelles sont vos impressions sur le caractère, ample et profond de la protestation actuelle contre l'agression en Irak ? L'extraordinaire mobilisation sur toute la planète est très encourageante.

Noam Chomsky : Entièrement d'accord. Il n'y a tout simplement rien de comparable. L'opposition à travers le monde est énorme et sans précédent, même au cœur des Etats-Unis. Hier, par exemple, je participais aux manifestations dans le centre de Boston, aux alentours du terrain communal. Ce lieu de rassemblement m'est familier. Ma première intervention publique lors d'une manifestation organisée à cet endroit s'est déroulée en octobre 1965. Quatre ans après les premiers bombardements américains sur le Vietnam. La moitié du Vietnam du Sud avait été détruit et la guerre se propageait dans le Vietnam du Nord. A l'époque, nous n'avions pas pu manifester en raison d'agressions contre le cortège, principalement commises par des étudiants avec le soutien de la presse et de la radio libérales, qui dénonçaient ces femmes et ces hommes qui osaient protester contre une guerre américaine.

Mais contre l'agression en Irak il y a eu un fort mouvement de protestation avant que la guerre ne soit officiellement déclarée qui s'est manifesté de plus belle le jour où elle a commencé – sans qu'aucun contre-manifestant n'intervienne. Ce qui constitue une différence fondamentale. Et sans le facteur « peur » que j'ai évoqué auparavant, l'opposition à la guerre serait bien plus importante.

Le gouvernement américain sait qu'il ne peut pas mener une guerre longue et destructrice comme au Vietnam ; la population ne le tolérerait pas.

Il n'y qu'une seule façon de mener une guerre aujourd'hui : En premier lieu, choisir un ennemi beaucoup plus faible que soi, de préférence sans défense. Dans un deuxième temps, au travers du système de propagande, faire apparaître la cible comme un agresseur potentiel ou une menace imminente. Enfin, l'emporter très rapidement sur le champ de bataille. La divulgation d'un document important de la première administration Bush de 1989 a permis de découvrir le mode d'emploi d'une guerre telle que la conçoivent les Etats-Unis. Il y est dit que les Etats-Unis doivent combattre des ennemis bien plus faibles, et que la victoire doit être rapide et décisive pour ne pas éroder le soutien de l'opinion publique.

Cela n'a plus rien à voir avec les années 60, ou une guerre pouvait durer des année sans aucune opposition.

De bien des façons et dans beaucoup et domaines, l'action militante à partir des années 60 a rendu une grande partie du monde, y compris les Etats-Unis, bien plus proche d'une humanité digne de ce nom.

Aznar, le prince de la paix

Par Alex Palomo
Traduction. Tina Teyssié Ciprés. Coorditrad, traducteurs volontaires (*)

L'image du président du gouvernement espagnol, José Maria Aznar ressemble de plus en plus nettement à celle d'un autre premier ministre espagnol, Manuel Godoy. Ce dernier, militaire de carrière, fut premier ministre pendant le règne de Charles IV, jadis, aux lisières du XVIIIe et du XIXe siècle. On le nommait "le Prince de la paix", titre solennel qu'il reçut en récompense de sa "splendide" gestion diplomatique d'une alliance stratégique entre le royaume d'Espagne et la principale puissance militaire du moment, l'Empire français. La popularité de Godoy parmi les Espagnols ne fut jamais extraordinaire, mais elle se transforma en antipathie ouverte quand celui-ci permit, en vertu des liens de sang noués avec la France, le passage des troupes françaises sur le territoire espagnol et son aide logistique pour l'invasion du Portugal.

Aznar, avec son soutien inconditionnel et enthousiaste à la politique belliciste de Washington, a réussi à faire revivre l'esprit du politicien du XVIIIe siècle. L'actuel chef du gouvernement atteint des cotes d'impopularité proches du mépris que réussit à inspirer parmi le peuple espagnol le "Prince de la paix". L'intransigeance du gouvernement du Parti Populaire et son fervent positionnement du côté de la théorie de la guerre préventive ont réussi à réveiller d'une longue léthargie la société espagnole, traditionnellement anesthésiée par le football et la presse du coeur. Le bellicisme affiché du gouvernement espagnol, à l'encontre de l'opinion publique, dans le conflit contre l'Irak a exaspéré les gens de la rue.

En dernier recours, les gens ont utilisé la seule chose qui leur restait pour exprimer leur volonté : la rue. De grandes manifestations qui ont eu lieu dans plusieurs villes le 15 février et le 15 mars, ont battu des records de participation et opposé un NON catégorique à la politique du gouvernement. Celui-ci, en guise de réponse, a refusé de chercher un consensus politique avec les partis de l'opposition (hostiles, en bloc, à l'attaque de l'Irak) ?- sans parler des mouvements sociaux. Une fois commencée l'attaque de l'Irak par les Etats-Unis et sa coalition, l'exaspération du peuple s'est transformée en une macabre dérision des convictions et des valeurs les plus intimes qui fondent la démocratie. La réplique a été exemplaire : face aux premiers communiqués de guerre parvenant du Golfe Persique, élaborés avec une précision consciencieuse et transmis par des médias négligents et partiaux, spécialistes dans l'art de nous éloigner de la réalité, les gens envahirent à nouveau la rue pour exprimer leur désaccord avec cette guerre.

Concrètement, et là je reviens au XIXe siècle, les Madrilènes se sont remémoré des scènes semblables à celles qu'avait pu contempler Godoy quand il autorisa le stationnement des troupes françaises.

Le vendredi 21 mars, un rassemblement était organisé devant l'ambassade des Etats-Unis en signe de protestation contre l'attaque. La présence pacifique de milliers de citoyens contrastait avec l'imposant déploiement de forces de police ordonné par le représentant du gouvernement. Le rassemblement, après quelques heures d'un comportement exemplaire, ne se dispersa pas mais commença une marche pacifique dans les rues de Madrid jusqu'à la rue Genova, où se trouve le siège du Parti Populaire. La police intervint rapidement pour bloquer l'accès à cette rue avant l'arrivée des manifestants. Sans se décourager, de manière spontanée et évitant le conflit avec les forces de sécurité, la marche se dirigea vers le Congrès des Députés. Encore une fois, la police, qui suivait de très près le groupe de manifestants, bloqua le passage. Dans l'impossibilité de se faire entendre des responsables de la guerre, la marche se dirigea vers la Puerta del Sol pour terminer la rencontre de la manière la plus festive possible.

A hauteur de la place Jacinto Benavente, le dispositif policier entra tout à coup en action, sans préavis. Charges, courses-poursuites, tirs de balles en caoutchouc et coups de matraque sans discrimination réussirent à briser la volonté des manifestants pacifiques. L'acte protestataire et pacifique se dispersa rapidement laissant un bilan de 60 blessés. La polémique que déchaîna l'intervention policière aveugle et injustifiée a contribué à augmenter la tension politique. Le lendemain, gouvernement et opposition échangèrent menaces et récriminations pour la responsabilité des faits. Le soir du 22 mars, une marche était organisée depuis la place de la Moncloa jusqu'au palais de la Moncloa (résidence du président du gouvernement). Les autorités annoncèrent que cette

marche n'était pas autorisée et était donc illégale, et que les organisateurs devraient en assumer les conséquences. L'organisation accepta de modifier le parcours de la marche afin que tout se déroule paisiblement. Finalement, un accord fut trouvé et, à condition que la manifestation se dirige à l'opposé de la résidence d'Aznar, la marche fut autorisée.

Depuis la place de la Moncloa, la manifestation arriva place d'Espagne, comptant un nombre important de personnes (près d'un million). A l'arrivée place d'Espagne, un dispositif policier interdisait l'accès de la Gran Via (l'avenue des spectacles à Madrid). Malgré tout, les Madrilènes revendiquèrent le droit de circuler dans leurs rues et esquivèrent le dispositif policier, inondant la Gran Via jusqu'au carrefour de San Luis. A cet endroit, la police bloquait le passage par la Gran Via, déviant la manifestation par la rue Montera vers la Puerta del Sol, où fut célébrée une cérémonie de solidarité envers le peuple irakien, en poésie et en musique.

Malheureusement, quand la nuit tomba et que les journalistes quittèrent les lieux, la police décida que la manifestation était terminée et chargea brutalement au carrefour de San Luis la queue du rassemblement. Cette fois, quelques groupes de manifestants firent front aux policiers sans succès, car ceux-ci descendirent la rue Montera jusqu'à la Puerta del Sol même où se concentrait le gros de la manifestation.

Là, le civisme et la compénétration des manifestants empêcha qu'un désastre ne se produise à cause des bousculades et des poursuites. La résolution des citoyens à demeurer sur la place fut déterminante. La foule resta fermement décidée à ne pas abandonner les lieux. L'avancée de la police fut freinée aussi sec devant le résultat plus qu'incertain d'un recours obstiné à la violence. Les représentants des manifestants exigèrent, pour libérer la place, le départ préalable de la police, ce qui fut accepté à contrecoeur par les chefs des forces de l'ordre.

Le résultat final de l'altercation s'est soldé par plus de 100 blessés. Les conséquences politiques sont à venir et l'image du président Aznar se profile, toujours plus semblable à celle de son homologue Godoy.

ATTAC-Madrid
Grano de Arena 185 informativo@attac.org
Contact pour cet article. madrid@attac.org

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Semaine 09-04-2003 >> 16-04-2003

http://attac.org/rdv/index.html

09/04

AUSTRALIA : http://attac.org/australia/html/calendar.html
Sydney
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Linz + Graz + Feldbach
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Nantes + Grenoble + Aix en Porvence + Reyrieux + Marseille + Vendome

10/04

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Salzburg + Wien + Baden
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
Esbjerg

11/04

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Salzburg
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Arras + Chaumont + La Roche sur Yon

12/04

DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Frankfurt + Berlin
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Brest + Lyon + Cergy Pontoise

14/04

FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Evreux + Argenteuil + Eaubonne + Clisson + Macon

15/04

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Kitzbuhel
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
St Brieuc + Metz + Epinal + Louviers + Lyon + Saint Nazaire
SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne

16/04

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Innsbruck + Attnang
FINLAND : http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri
Vantaa
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Epinal + Grenoble + Saintes + Paris 10